



EESC info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

July 2024 | FR



«The Grassroots View» — Saison 4, épisode 6 — Gouvernance économique: l'Europe à la croisée des chemins

Bienvenue à [«The Grassroots View»](#), le podcast du Comité économique et social européen (CESE). Dans cet épisode, nous nous penchons sur les problématiques complexes de la gouvernance économique et sur les défis qui se posent dans le paysage économique européen. Vous en apprendrez davantage sur le degré de consensus que les pays de l'Union européenne ont trouvé en matière de gouvernance économique, ainsi que sur les choix difficiles que l'Europe devra opérer pour adapter son économie aux exigences du XXI^e siècle.

Nous donnons ici la parole à **Luca Jahier**, ancien président du CESE et actuel président de son groupe «Semestre européen», **Margarida Marques**, députée au Parlement européen appartenant au groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates, **Maria Demertzis**, chargée de recherche principale à Bruegel, et **Maria Tadeo**, correspondante à Bruxelles. (tk)

This page is also available in:

- [ES](#)
- [BG](#)
- [CS](#)
- [DA](#)
- [EN](#)
- [DE](#)
- [ET](#)
- [EL](#)
- [GA](#)
- [HR](#)

- [IT](#)
- [LV](#)
- [LT](#)
- [HU](#)
- [MT](#)
- [NL](#)
- [PL](#)
- [PT](#)
- [FI](#)
- [RO](#)
- [SK](#)
- [SL](#)
- [SV](#)

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL



Éditorial

Nous avons besoin d'une Europe où la voix des jeunes compte

Le Parlement européen nouvellement élu tiendra sa session plénière inaugurale en juillet. Même si, à l'issue du scrutin de juin, les forces démocratiques restent majoritaires, la montée en puissance de l'extrême droite et de l'euroscepticisme n'en est pas moins préoccupante. Les partis d'extrême droite exercent en outre un attrait grandissant sur les jeunes générations, qui ne sont manifestement pas à l'abri de cette poussée. Le moment est venu pour les forces démocratiques de prendre leurs responsabilités, de travailler main dans la main et

de s'engager clairement en faveur d'une Europe forte, au sein de laquelle la voix des jeunes compte.

Si nous voulons bâtir une Europe résiliente, durable et tournée vers l'avenir, il est impératif d'associer les jeunes à l'élaboration des politiques européennes. Nous devons redoubler d'efforts pour que les engagements que nous prenons au niveau de l'Union tiennent pleinement compte de leur avis. Les élections ne doivent pas être le seul moment où leur voix importe: le CESE plaide pour qu'ils puissent exprimer leur point de vue de manière systématique et régulière.

Ouvrir les portes du CESE aux jeunes, y compris ceux issus des pays candidats, constitue l'une des priorités de mon mandat. En mai 2024, le Comité est devenu la première institution de l'UE à passer ses recommandations politiques au crible du «test jeunesse des politiques publiques de l'UE», un outil conçu pour garantir que les propositions formulées soient favorables aux jeunes. En appliquant le test jeunesse à nos avis, nous veillons à ce que les politiques élaborées tiennent compte du point de vue des jeunes et nous nous attachons à prendre en considération l'incidence qu'elles exercent sur eux et à en atténuer les effets négatifs susceptibles de les affecter.

Avant d'instaurer le test jeunesse, nous avons mené un projet pilote afin d'évaluer sa faisabilité dans la pratique. Nous avons œuvré avec des jeunes issus de toute l'Europe, mais aussi de pays non européens, en les invitant à participer à nos réunions et à contribuer à l'élaboration de nos avis. Il a été particulièrement inspirant de constater à quel point ils étaient enthousiastes, motivés, compétents et porteurs d'idées brillantes. Nous avons maintenant lancé l'appel à candidatures concernant le test jeunesse officiel, qui a été clôturé le 30 juin. Je tiens à remercier tous les représentants de la jeunesse qui ont participé au projet pilote ainsi que les membres du groupe «Jeunesse» du CESE pour l'investissement personnel dont ils ont fait preuve pour donner au test jeunesse une traduction tangible.

L'Union a besoin des jeunes. Aussi les institutions européennes devraient-elles suivre notre exemple pour bâtir une Europe axée sur les jeunes. Alors que le nouveau Parlement européen sera constitué le mois prochain et que la Commission européenne prépare son prochain mandat, qui débutera à l'automne, le CESE continuera, dans l'intervalle, de mettre tout en œuvre pour investir davantage dans la jeunesse: il est temps de franchir une nouvelle étape!

En ce début d'été, je voudrais remercier chaleureusement tous les collègues qui ont permis à notre Comité de poser ce nouveau jalon, d'une haute importance.

Oliver RÖPKE

Président du CESE

À VOS AGENDAS

12 juillet 2024

[Ne laisser personne de côté: l'engagement européen face aux maladies rares](#)

15 juillet 2024

[La violence à l'égard des femmes, une question de droits humains](#)

18 et 19 septembre 2024

Session plénière du CESE

Le test jeunesse est un outil visant à garantir que les jeunes participent davantage à l'élaboration des politiques. Alors que les candidatures dans le cadre du test jeunesse des politiques publiques de l'UE au CESE viennent d'être clôturées, Katrīna Leitāne, présidente du groupe sur les jeunes du CESE, nous explique ce que cette expérience apporterait aux organisations de jeunesse sélectionnées pour participer aux travaux du Comité.



LE CESE ASSOCIE DES REPRÉSENTANTS DES JEUNES À SES TRAVAUX

Par Katrīna Leitāne, présidente du groupe sur les jeunes du CESE

Les intérêts des jeunes ne sont pas suffisamment représentés lors de l'élaboration des politiques à l'échelle mondiale, mais ils sont prêts, désireux et capables de contribuer à ce processus. L'inclusion des points de vue des jeunes dans les travaux du CESE permettra de rendre les politiques de l'UE plus représentatives et plus résilientes. En tant que maison de la société civile européenne, le Comité devrait être la

principale institution de l'UE qui représente la voix des jeunes.

Depuis quelques années déjà, le CESE consacre des travaux à la manière de mieux intégrer les voix des jeunes Européens dans ses travaux et dans le processus décisionnel de l'Union. Son groupe sur les jeunes a été créé il y a un an afin de formaliser la participation des jeunes. Avec l'avis sur l'«[Évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes](#)» publié en septembre 2022, le CESE est devenu la première institution de l'Union à s'engager en faveur de sa mise en œuvre. En avril 2024, une nouvelle étape majeure a été franchie par le Comité lorsqu'il a approuvé la méthode d'application du **test jeunesse des politiques publiques de l'UE**.

Le test jeunesse des politiques publiques de l'UE est un instrument conçu pour renforcer la participation des jeunes et l'intégration de la dimension jeunesse dans l'élaboration des politiques. Il inclut la consultation, l'évaluation d'impact et les mesures d'atténuation. Au CESE, cela signifie que les représentants des jeunes dialogueront avec les membres du Comité lors de l'élaboration de certains avis. Concrètement, les représentants des jeunes participeront aux réunions et aux auditions, fourniront des contributions écrites et auront la possibilité de suivre l'adoption des avis. Un représentant des jeunes sera choisi pour chaque avis concerné et participera au nom de toutes les organisations de jeunesse intéressées.

L'initiative se trouve actuellement dans sa phase de mise en œuvre. En juin dernier, un appel ouvert a été adressé aux organisations de jeunes et le Comité a reçu plus de 100 candidatures. Les organisations éligibles seront régulièrement informées des nouveaux avis à venir et seront invitées à travailler, si elles le souhaitent, sur d'éventuels avis ultérieurs. Les bureaux des sections et de la CCMI décideront en dernier ressort des avis qui feront l'objet du test jeunesse des politiques publiques de l'UE au CESE.

Les expériences recueillies grâce à un projet pilote très fructueux ont aidé le groupe sur les jeunes à élaborer cette méthodologie. Chacune des sections du Comité, ainsi que la CCMI, ont sélectionné un avis et ont permis à un total de 20 représentants des jeunes de participer avec succès aux travaux. Les thèmes de ces avis étaient variés, allant du Semestre européen à la défense de la démocratie.

Le groupe sur les jeunes du CESE s'emploie à trouver le meilleur moyen d'associer utilement les organisations de jeunesse à ses travaux. La prochaine étape consiste à lancer concrètement l'initiative, à la réexaminer et à l'améliorer régulièrement au fur et à mesure de sa mise en œuvre!

Si vous souhaitez en savoir plus, veuillez consulter notre page web consacrée au [test jeunesse des politiques publiques de l'UE au CESE](#) ou contacter le secrétariat à l'adresse youthesc@eesc.europa.eu.



L'INVITÉE SURPRISE

La jeunesse albanaise a un rôle considérable à jouer pour rapprocher son pays de l'Union européenne. Toutefois, sa volonté de contribuer au changement et son enthousiasme à l'égard de l'Union européenne s'accompagnent rarement des ressources adéquates qui lui permettraient de participer utilement aux programmes, aux projets et à

la prise de décision. Il faudrait pour cela une coordination globale des parties prenantes qui soit axée sur les jeunes, écrit **notre invitée surprise Dafina Peci**, directrice exécutive du Congrès national de la jeunesse albanaise.

En 2016, **Dafina Peci** est devenue la directrice exécutive du Congrès national de la jeunesse albanaise, qu'elle avait présidé pendant deux années consécutives. Depuis 2017, elle enseigne également au sein du département des sciences politiques de l'université de Tirana. Elle a fait partie du groupe de travail chargé de créer l'Office régional de coopération pour la jeunesse (RYCO), puis elle a représenté l'Albanie au sein du conseil d'administration de ce même RYCO, tout en représentant la jeunesse à son conseil de direction. Elle est titulaire d'une licence en sciences politiques et relations internationales et d'un master de sciences en politique régionale et sécurité. Elle a également achevé une spécialisation de troisième cycle dans les domaines de la sécurité après les conflits, de la consolidation de la paix et des institutions chargées de l'intermédiation.



SUR LA VOIE DE SON ADHÉSION À L'UE, L'ALBANIE DOIT IMPÉRATIVEMENT COOPÉRER AVEC SES JEUNES ET SA SOCIÉTÉ CIVILE

Par Dafina Peci, directrice exécutive du Congrès national de la jeunesse d'Albanie

Les jeunes ne contribuent pas seulement à la société en tant que futurs dirigeants, mais y jouent dès à présent un grand rôle. Leur motivation, leur imagination et leur volonté de voir aboutir de grandes idées sont vitales pour la progression de la société. La participation active des jeunes promeut les valeurs démocratiques, le progrès social et l'épanouissement personnel. Elle apporte aux décideurs une connaissance approfondie des problèmes qui nécessitent une attention particulière.

Si les jeunes albanais se montrent très enthousiastes à l'égard de l'adhésion à l'Union, cet enthousiasme n'est toutefois pas soutenu par les informations, les connaissances ou les moyens qui leur permettraient de participer au processus.

L'Albanie a tout à gagner à donner aux jeunes les moyens de participer utilement aux programmes et projets mis en place. Ils pourront ainsi exprimer leurs besoins et leurs priorités et devenir acteurs des changements qui leur tiennent à cœur.

Dans le cadre du dialogue continu qu'il mène avec les jeunes, le Congrès national de la jeunesse de l'Albanie a consacré une grande partie de ses efforts à comprendre les effets que l'activisme de la société civile et la participation des jeunes ont eus sur la société. Pour étayer les activités et la participation des jeunes dans le cadre du processus d'intégration de l'Albanie à l'UE, il s'impose de prendre attentivement en compte les enseignements tirés du passé, en créant tout d'abord de solides partenariats qui privilégient les jeunes, en investissant dans le précieux atout qu'ils représentent et en favorisant des synergies plus profondes entre toutes les parties prenantes concernées. Autant de mesures qui sont, à mon sens, incontournables.

Établir des partenariats avec les jeunes et la société civile pour faire progresser le processus d'intégration de l'Albanie à l'UE

En plus d'incarner notre véritable espoir, les jeunes sont les principaux acteurs du changement: ils aident l'Albanie à progresser, non seulement vers un avenir meilleur, mais également vers un présent aussi agréable que possible. Ils possèdent la bravoure, les idéaux et la volonté de donner corps aux concepts les plus complexes. En participant activement à la société, les adolescents œuvrent à leur épanouissement personnel et social, ainsi qu'à une société plus démocratique, et offrent aux décideurs des perspectives précieuses sur toute une série de questions et de tendances qui nécessitent des solutions. L'autonomisation et l'engagement des jeunes par leur participation utile à des activités et à des programmes répondant à leurs besoins et à leurs objectifs seraient extrêmement bénéfiques pour l'Albanie.

La participation est non seulement un concept qui relève des droits humains fondamentaux, mais aussi un moyen de promouvoir, dans la pratique, une citoyenneté active pour tous. Si voter et se présenter en tant que candidat aux élections représentent des éléments essentiels de l'engagement démocratique, la

participation des jeunes à la vie quotidienne ne se limite pas à ces activités. Les conditions préalables pour une citoyenneté active comprennent le droit et la possibilité de participer, mais aussi le fait de disposer des moyens, de l'espace, des outils nécessaires et, le cas échéant, de bénéficier d'un soutien financier pour être en mesure d'influencer la prise de décision et de participer à des actions et activités qui renforcent et soutiennent la société et la rendent plus résiliente.

En ce sens, il est essentiel d'étendre les réseaux d'organisations de la société civile afin d'offrir des lieux supplémentaires contribuant à associer et à autonomiser les jeunes. En collaborant, en établissant des réseaux et en créant des synergies, les organisations de la société civile peuvent trouver de bonnes pratiques, apprendre les unes des autres, échanger des informations et découvrir de nouvelles idées. De tels échanges leur permettent également de déployer des fonds supplémentaires susceptibles de soutenir leur travail commun et de coordonner leurs politiques et programmes. Les initiatives des organisations de la société civile permettent de donner aux jeunes les moyens d'agir, ce qui contribue également à renforcer leur représentation et leur participation dans la société.

En vue d'exploiter le potentiel et les innovations que peuvent apporter les jeunes à la société albanaise en ouvrant la voie à la croissance sociale, culturelle et économique, j'espère que cette expansion verra le jour et deviendra un appel à la mobilisation des jeunes et à l'activisme de la société civile.

Il reste encore de nombreux efforts à déployer et un long chemin à parcourir pour améliorer la participation active et utile des jeunes, de même que leur représentation et leur accès à des postes à responsabilités au sein de la société. Associer les jeunes implique également de créer et de mettre au premier plan des espaces leur permettant d'accéder à des informations et des possibilités de dialogue et de partage des connaissances avec leurs pairs, les parties prenantes et les décideurs.



UNE QUESTION À...

Dans l'Union européenne, près de la moitié des personnes qui effectuent un stage ne sont pas rémunérées et nombre d'entre elles sont de «faux stagiaires», utilisées comme main-d'œuvre bon marché sans aucun accès à une protection sociale ou à d'autres droits. La proposition adoptée récemment par la Commission européenne pour améliorer la qualité des stages dans l'Union a été saluée en ce qu'elle représente un pas dans la bonne direction, mais elle n'en a pas moins été critiquée pour ne pas aller suffisamment loin. Nous avons demandé à **Nicoletta Merlo**, rapporteure de l'avis sur la «Directive Stages et un cadre de qualité renforcé pour les

stages», de nous livrer le point de vue du CESE sur la proposition de la Commission et de nous faire part des propositions du Comité pour améliorer la qualité des stages et veiller à ce qu'ils soient accessibles à tous, et pas seulement aux jeunes qui en ont les moyens.



L'HEURE EST VENUE DE PRENDRE DES MESURES VIGOUREUSES CONTRE L'EXPLOITATION DES STAGIAIRES

Par Nicoletta MERLO

Les stages offrent aux jeunes une possibilité de se familiariser avec le monde du travail et de recevoir ainsi des conseils et une formation. Ils se sont développés de façon considérable dans toute l'Europe, notamment grâce au programme européen que constitue la garantie pour la jeunesse. La recommandation du Conseil de 2014 relative à un cadre de qualité pour les stages a fourni aux États membres de précieuses orientations concernant la mise en œuvre de cet instrument.

Malheureusement, au fil du temps, la conduite des stages a fait l'objet d'abus et de détournements, et l'on a vu se multiplier les cas d'exploitation de jeunes stagiaires, utilisés pour remplacer des travailleurs en tant que main-d'œuvre bon marché sans accès à des garanties et à une protection sociale adéquates.

C'est pourquoi le CESE approuve la Commission européenne quand elle se donne l'objectif d'améliorer, dans toute l'Europe, le cadre de qualité pour les stages, notamment pour ce qui est de renforcer le contenu de l'apprentissage et de la formation et de lutter contre les abus et l'utilisation abusive de ces dispositifs.

Cela étant, les deux propositions de la Commission, qui comprennent une recommandation actualisée du Conseil et une directive, ne traitent que quelques-uns des problèmes rencontrés et se révèlent problématiques à certains égards:

- elles se réfèrent indistinctement à toutes les formes de stages, sans tenir dûment compte des différences qui existent entre les divers types de stages et leurs finalités ou de la multiplicité des usages qui en sont faits dans les États membres;
- elles font l'impasse sur les mesures nécessaires pour prévenir l'utilisation abusive des stages en amont et ne fixent aucune règle contraignante en vue d'améliorer les normes de qualité;
- son champ d'application étant strictement limité aux stagiaires considérés comme des travailleurs ou inscrits dans une relation de travail, soit une situation qui concerne moins de la moitié des États membres, la proposition de directive restreint l'éventail des bénéficiaires et fait courir le risque que les résultats escomptés ne soient pas atteints.

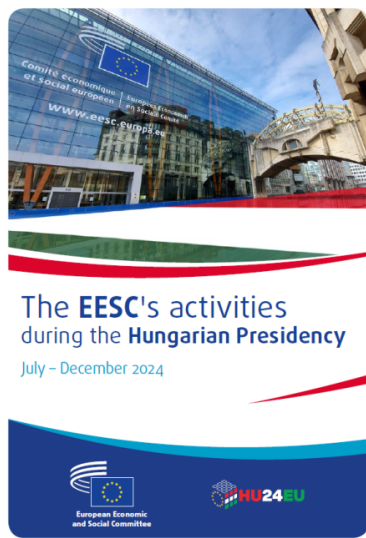
J'estime qu'afin d'améliorer la qualité des stages, il convient tout d'abord de fixer des critères de qualité minimaux pour chacun de leurs types, en limitant leur utilisation en amont. Ces critères devraient fournir des garanties de base, mettre fortement l'accent sur la formation, et inclure des engagements à lutter contre tous les cas d'abus au moyen de mesures appropriées, notamment en renforçant le système d'inspection.

En outre, bien que l'on ne puisse parler de salaires au sens strict du terme, étant donné que, dans la plupart des cas, les stagiaires ne sont pas considérés comme des travailleurs et que le stage n'est généralement pas réputé s'inscrire dans une relation de travail, il n'en conviendrait pas moins, si l'on veut rendre l'expérience du stage accessible à tous, de mettre un terme aux stages non rémunérés en instaurant une allocation obligatoire, laquelle, en plus d'être calculée en fonction des tâches et des responsabilités qu'implique le stage concerné, tiendrait également compte des dépenses éventuelles que les stagiaires doivent engager pour mener à bien cette expérience.

Enfin, il convient d'accorder une plus grande attention au rôle que peuvent jouer les partenaires sociaux dans la mise en œuvre du règlement au niveau national, ainsi que dans le suivi et le contrôle de l'usage qui

est fait de l'instrument.

NEW PUBLICATIONS



(cw)

Le CESE publie une brochure sur ses activités durant la présidence hongroise du Conseil de l'UE

Depuis le 1^{er} juillet, la Hongrie assure la présidence du Conseil de l'UE et elle aura un rôle crucial à jouer à la tête de l'Europe.

Dans le contexte de renouveau politique défini par les élections européennes, le CESE entend être un partenaire responsable de la présidence hongroise et jouer un rôle central dans la définition de certaines des priorités politiques qui seront développées tout au long du prochain cycle législatif.

À la demande de la présidence hongroise, le Comité élaborera dix avis exploratoires. Consultez [notre nouvelle brochure](#) pour en savoir plus sur les membres hongrois du CESE et les organisations qu'ils représentent.

NOUVELLES DU CESE



Coup de projecteur sur la jeunesse dans l'UE: le «test jeunesse», initiative pionnière du Comité, prend son élan

Le CESE a souligné l'importance d'intégrer les points de vue des jeunes dans les politiques de l'Union, et a exhorté les

organisations de jeunesse à participer au «test jeunesse» du CESE, une initiative visant à faire entendre la voix des jeunes dans l'élaboration des politiques.

Dans un récent appel à candidatures, le CESE a invité les organisations de jeunesse à poser leur candidature, avant le 30 juin 2024, pour participer à son évaluation d'impact du point de vue des jeunes («test jeunesse»). Les organisations sélectionnées choisiront les avis du CESE pour lesquels elles souhaitent exercer une influence, participer aux réunions et auditions et fournir des contributions écrites. Pour que leur candidature soit admissible, les organisations doivent être établies démocratiquement et respecter les principes de la Convention européenne des droits de l'homme; leurs activités ou leurs organes décisionnels doivent en outre être dirigés par des jeunes.

Au cours de l'année écoulée, le CESE a mené un projet pilote qui a permis à des représentants des jeunes de toute l'Europe de contribuer aux débats sur des questions importantes telles que la démocratie, la politique agricole commune et l'engagement des jeunes de l'Union et du Royaume-Uni. Ce projet pilote ayant été couronné de succès, il a été transformé en outil permanent, et le CESE invite les autres institutions de l'UE à adopter des mesures similaires.

Lors d'un récent débat en session plénière, les représentants des jeunes se sont déclarés satisfaits de l'initiative, qui garantit leur participation au-delà des sujets traditionnellement axés sur les jeunes, comme la crise climatique.

Oliver Röpké, président du CESE, a souligné que cette initiative constitue un engagement politique essentiel, en insistant sur la nécessité d'une participation continue des jeunes au processus décisionnel de l'UE. Il a fait observer que les élections ne doivent pas être la seule occasion pour les jeunes de faire entendre leur voix, et que le test jeunesse leur permettrait de contribuer régulièrement aux politiques de l'Union.

Katrīna Leitāne, présidente du groupe ad hoc du CESE sur les jeunes, a attiré l'attention sur les progrès accomplis s'agissant de prendre en compte la voix des jeunes dans le processus décisionnel européen, faisant remarquer que le test jeunesse est un document vivant qui évoluera avec l'expérience. **Elias Dray**, vice-président du Forum européen de la jeunesse, a félicité le CESE pour son initiative et a encouragé les organisations de jeunesse à y participer afin de veiller à ce que leurs points de vue marquent de leur empreinte les futurs avis du CESE.

Bora Muzhaqi, ministre albanaise de la jeunesse et de l'enfance, a également participé à la session plénière du CESE. Son pays s'efforce d'être un modèle en matière de politique de la jeunesse, en démontrant l'intérêt de désigner des responsables s'occupant exclusivement des questions liées à la jeunesse. «Je crois sincèrement que grâce à notre travail actuel avec la jeunesse et pour la jeunesse, nous préparons nos jeunes à l'avenir... nous leur donnons les moyens de diriger aujourd'hui afin qu'ils héritent d'une planète durable et diversifiée sur le plan écologique.»

Le CESE entretient d'excellentes relations de travail avec l'Albanie, mettant en évidence le rôle clé du partenariat transnational dans la promotion de la participation des jeunes à tous les niveaux de gouvernance.

Le CESE est engagé dans cette initiative depuis septembre 2022, lorsqu'il a adopté un avis sur l'évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes. Les efforts continus du CESE, y compris la manifestation annuelle «Votre Europe, votre avis!», sont la preuve de son attachement à renforcer la participation des

jeunes au processus décisionnel européen.

Les recommandations formulées cette année à l'issue de la manifestation, qui s'est tenue en mars 2024, s'adressent aux prochains dirigeants de l'UE et sont disponibles [en ligne](#). (ks)



Ensemble contre la haine: les Européens s'engagent à combattre la haine qui se propage en Europe

Face à la multiplication à un rythme effrayant des discours et des crimes de haine, la société civile, les citoyens et les institutions unissent leurs forces et renforcent leur action contre toutes les formes de haine pour faire valoir que dans l'Union européenne, il n'y a pas de place pour la haine.

Le CESE se joint aux efforts que l'Union européenne déploie pour endiguer la haine sur son territoire, alors que celle-ci connaît une flambée alarmante et cible de plus en plus des groupes et des individus en raison de leur religion, de leur origine raciale ou ethnique, de leur genre, de leur orientation sexuelle ou de leurs convictions politiques.

Le CESE, de concert avec les citoyens et les autres institutions, s'engage à faire davantage pour lutter contre la haine dans le monde aussi bien réel que virtuel. Il l'a affirmé lors d'un débat de haut niveau tenu dans le cadre de sa session plénière de mai, au cours de laquelle il a adopté son avis sur le thème [«Pas de place pour la haine: une Europe unie contre toute forme de haine»](#), où il a dénoncé toutes les formes de haine et approuvé la [communication de la Commission européenne](#) sur cette même question.

«Il nous appartient à tous de lutter contre la haine», a déclaré **Oliver Röpke**, président du CESE, en ouvrant le débat lors de la session plénière du Comité. «Pour s'y attaquer efficacement, nous, aussi bien les responsables politiques que la société civile et les citoyens, devons tous travailler ensemble. Ce n'est qu'ensemble et par le dialogue que nous pourrions combattre avec succès la détestation qui croît au sein de notre société et qui constitue une véritable menace pour notre démocratie.»

Le débat réunissait de hauts fonctionnaires de la Commission européenne et du gouvernement belge ainsi que des représentants de citoyens et d'organisations de la société civile, notamment ILGA-Europe et le Réseau européen contre le racisme (RECR), qui ont témoigné de l'augmentation de la haine et de la violence.

Les attaques récemment menées contre des responsables politiques ont mis en lumière les profondes divisions au sein de la société européenne. Les chiffres montrent que les messages de haine à l'égard des musulmans et des juifs ont doublé en 2023. Les personnes LGBTQIA+, les personnes d'ascendance africaine et les migrants sont des cibles privilégiées. La misogynie est elle aussi très présente. Une analyse récente de messages en ligne dans l'Union a conclu que le niveau de toxicité haineuse a augmenté de 30 % depuis le début de l'année 2023.

La communication de la Commission [«Pas de place pour la haine: une Europe unie contre toute forme de haine»](#) est un appel pour agir contre la haine et prôner la tolérance et le respect.

«Les valeurs énoncées dans le traité sur l'Union européenne proscrivent sans détour les crimes et les discours de haine. Malheureusement, nous assistons ces derniers temps à une augmentation aussi bien des uns que des autres», a déclaré **Dubravka Šuica**, vice-présidente de la Commission chargée de la démocratie et de la démographie.

Dans son avis, le CESE a invité l'Union européenne à adopter une approche globale pour combattre la haine fondée sur l'une des caractéristiques protégées de la personne humaine, tout en adoptant la même approche pour lutter contre tous les types de haine. (II)



La réussite de l'élargissement de l'UE en 2004 ouvre la voie au suivant

Lors de sa session plénière de mai, le Comité économique et social européen (CESE) s'est penché sur les enseignements tirés de l'élargissement de l'Union européenne en 2004. La situation géopolitique et sécuritaire actuelle rend la poursuite de

l'élargissement encore plus urgente pour l'Europe.

Lors de son débat en session plénière consacré au grand élargissement de 2004, le CESE a accueilli des orateurs qui ont joué un rôle important dans le processus de négociation, parmi lesquels le Polonais **Jarosław Pietras**, ancien secrétaire d'État de son pays chargé de l'adhésion à l'UE, le Hongrois **László Andor**, secrétaire général de la Fondation européenne d'études progressistes, et le Tchèque **Štefan Füle**, ancien commissaire européen à l'élargissement.

Au cours de la discussion, les participants ont souligné que l'UE, qui n'a retrouvé que récemment son intérêt pour un nouvel élargissement, devait fournir aux pays candidats une feuille de route claire concernant leur adhésion. Les laisser trop longtemps frapper à la porte de l'Union risquerait de faire perdre toute crédibilité au processus d'élargissement.

Oliver Röpke, président du CESE, a déclaré: «Le 20^e anniversaire de l'élargissement marque un jalon important, mais témoigne aussi du succès actuel de ce processus, au moment où d'autres pays souhaitent rejoindre l'Union.»

M. Pietras a affirmé: «L'élargissement est un processus de transformation à double sens, qui apporte des avantages non seulement aux pays candidats, mais aussi aux États membres de l'UE.»

M. Füle, qui préside actuellement la task-force du Centre de politique européenne (EPC) consacrée à l'élargissement de l'UE, a insisté sur le fait que «nous devons préparer à la fois les pays candidats et les États membres de l'UE à la nouvelle vague d'élargissements».

S'exprimant sur la force motrice de l'élargissement de 2004, **Tinatin Akhvlediani**, chargée de recherche au sein de l'unité «Politique étrangère de l'UE» du Centre d'études de la politique européenne (CEPS), a mis l'accent sur les aspects économiques de l'élargissement, étant donné que les pays candidats connaissaient à l'époque des situations financières médiocres. À l'heure actuelle, la principale motivation d'un élargissement futur est toutefois la sécurité.

Selon **M. Andor**, l'état de droit constitue l'un des points faibles de l'élargissement de 2004, l'UE n'ayant pas créé les outils adéquats pour remédier aux manquements en la matière. C'est la raison pour laquelle la conditionnalité liée à l'état de droit a récemment été instaurée.

En septembre, le CESE accueillera un sommet de la société civile sur l'élargissement, à l'occasion duquel il invitera tous les membres des pays candidats à l'adhésion à participer, pour la toute première fois, à sa session plénière.



Élargissement de l'UE: la clé du succès est une politique de cohésion forte et inclusive

Le CESE a adopté, lors de sa session plénière de mai, deux avis soulignant le rôle crucial, pour les futurs élargissements, de la politique de cohésion, le principal instrument de financement de l'UE en faveur du développement régional. Le Comité a notamment demandé d'inclure dans les traités d'adhésion des outils de conformité qui permettraient de résoudre les problèmes susceptibles de se poser après l'adhésion, par exemple en rapport avec l'émigration et l'état de droit.

Dans sa nouvelle série de recommandations, le CESE a souligné l'importance d'intégrer les organisations de la société civile (OSC) et de leur donner les moyens d'agir pour garantir une utilisation efficace des Fonds de cohésion. Le succès de la politique de cohésion se mesure à l'aune des résultats territoriaux et sociaux, et pas uniquement sur la base des investissements économiques. Il est essentiel, pour assurer la cohésion, de renforcer les capacités de l'administration publique.

Le débat en session plénière, auquel ont participé **Elisa Ferreira**, commissaire chargée de la cohésion et des réformes, et **Vasco Alves Cordeiro**, président du Comité européen des régions (CdR), a mis en lumière l'importance de l'aide de préadhésion et de la capacitation des OSC.

Le président du CESE, **Oliver Röpké**, a souligné, comme d'autres intervenants, la nécessité d'une politique de cohésion solide pour relever les défis de l'élargissement et éviter la fragmentation de l'Union. Il est essentiel, pour la paix et la prospérité, d'adapter l'aide aux régions candidates; parmi les principales recommandations figurent le renforcement de l'éducation, la participation des OSC et le recours à des mécanismes spéciaux pour des pays tels que l'Ukraine.

Le CESE a également relevé l'incidence plus large de l'élargissement sur les États membres actuels, en insistant sur la nécessité de prévoir des fonds supplémentaires pour les régions touchées. Le neuvième rapport sur la cohésion plaide pour une adaptation aux nouveaux défis au moyen d'investissements dans les

PME, de l'amélioration des administrations locales et de mesures de soutien en faveur d'un accès équitable à l'emploi. Une politique de cohésion dynamique est essentielle pour libérer le potentiel économique de l'Union et garantir l'intégration effective des nouveaux États membres. (tk)



Pour vaincre le cancer, il faut placer la médecine nucléaire en tête des priorités

Si l'on veut que l'égalité d'accès aux traitements anticancéreux soit garantie pour tous les patients en Europe, il s'impose que l'Union européenne place la médecine nucléaire et la fourniture de radio-isotopes en tête de ses priorités.

L'Union et ses États membres doivent veiller à la disponibilité des financements nécessaires pour les technologies de médecine radiologique et nucléaire. En parallèle, ils se doivent aussi de renforcer la coopération qu'ils mènent afin de supprimer les écueils réglementaires sur lesquels achoppe la fourniture de radio-isotopes et d'atténuer leur état de dépendance vis-à-vis de pays tiers, s'agissant de se procurer les matières premières dans ce domaine.

C'est dans cette perspective que le CESE a adopté, lors de sa session plénière de mai, un avis intitulé «[Plan européen pour vaincre le cancer: vers un approvisionnement sûr en radio-isotopes à usage médical](#)», dans lequel il souligne qu'il faut actionner tous les leviers pour agir contre le cancer.

Les rapporteurs de ce texte, **Alena Mastantuono** et **Philippe Charry**, sont tous deux fermement convaincus que la seule voie possible pour mieux garantir la fourniture de radio-isotopes en Europe et répondre à la demande accrue dont ils font l'objet de la part des patients consiste à «prendre des décisions politiques hardies et arrêter une réglementation judicieuse».

Chaque année, on recense en Europe jusqu'à dix millions de patients qui bénéficient de l'imagerie médicale nucléaire aux fins du diagnostic de pathologies telles que le cancer ou une affection cardiaque. Pour lutter contre le cancer, les technologies radiologiques et nucléaires qui utilisent des radio-isotopes jouent un rôle essentiel à toutes les étapes des procédures de soins, qu'il s'agisse du dépistage précoce, du diagnostic, du traitement ou des soins palliatifs. (mp)



Vaincre le cancer grâce à la vaccination

Face à la progression alarmante du nombre de cancers et de décès liés à cette pathologie partout dans l'Union, le Comité économique et social européen (CESE) demande que soient prises les mesures qui s'imposent de toute urgence dans la

prévention de cette maladie, sachant qu'environ 40 % des cas de cancer sont considérés comme évitables.

Lors de sa session plénière de mai, le CESE a adopté un avis dans lequel il accueille favorablement la proposition de recommandation du Conseil relative aux cancers à prévention vaccinale présentée par la Commission européenne, qui s'inscrit dans le suivi du plan européen pour vaincre le cancer, ou «plan cancer».

L'avis se concentre sur la vaccination contre les papillomavirus humains (HPV) et l'hépatite B (VHB), car la vaccination pourrait prévenir certains types de cancer causés par ces virus.

Le CESE souligne la nécessité d'une information, d'une éducation et d'une communication adéquates qui encouragent les groupes cibles à se faire vacciner. Il met aussi en avant le rôle essentiel que jouent les médecins généralistes, les médecins de famille, les médecins scolaires et les organisations de la société civile dans cette entreprise.

Milena Angelova, rapporteure de l'avis sur les «[Cancers à prévention vaccinale](#)», s'est exprimée en ces termes: «Nous devons lutter contre la stigmatisation et les fausses croyances qui entourent les vaccins. On croit par exemple à tort que la vaccination ne concerne que les jeunes filles, alors que ce n'est pas le cas. Pour éradiquer ces virus (HPV, VHB), nous devons aussi nous adresser aux garçons et à leurs parents.» Les vaccins doivent être accessibles à tous.

Il est extrêmement important «d'inverser la tendance au scepticisme», a ajouté la corapporteuse **Sára Felszeghi**. La lutte contre la désinformation et la désinformation constitue un élément essentiel pour encourager les gens à se faire vacciner.

Le CESE plaide en faveur d'une approche globale de la lutte contre le cancer, assortie d'un système efficace et intégré de prévention sous toutes ses formes, y compris la prévention primaire (vaccination, mode de vie sain), la prévention secondaire (dépistage) et la prévention tertiaire (soins et réhabilitation).

M^{me} Angelova a réaffirmé «la nécessité pour les États membres de se coordonner davantage et de partager les bonnes pratiques» afin de lutter beaucoup plus efficacement contre le cancer et d'accroître la couverture vaccinale dans toute l'Union. La prévention du cancer doit absolument être considérée comme une priorité politique. (sg)



[L'objectif climatique de l'UE à l'horizon 2040 fixe la voie à suivre pour parvenir au «zéro net» d'ici à 2050](#)

La Commission européenne a proposé un objectif de réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre de 90 % d'ici à 2040, dans le but de parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050. Le Comité économique et social européen (CESE) a [approuvé cet objectif](#) lors de sa session plénière de mai, en soulignant sa

conformité aux recommandations scientifiques visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C.

En offrant son soutien, le CESE a souligné l'importance d'apporter une contribution équitable aux efforts mondiaux en faveur du climat tout en garantissant la compétitivité des industries européennes pendant la transition vers une économie à faible intensité de carbone. **Teppo SÄKKINEN**, rapporteur de l'avis sur l'*objectif climatique de l'UE à l'horizon 2040*, a souligné la nécessité d'un système électrique sans carbone d'ici à 2040 pour alimenter la décarbonation de l'industrie, des transports et des bâtiments, et a plaidé en faveur d'une véritable réduction des émissions grâce à l'élimination progressive des combustibles fossiles.

Le CESE a mis en garde contre une dépendance excessive à l'égard de l'absorption de carbone, en raison de risques tels que les incendies de forêt et les organismes nuisibles, et a préconisé une approche équilibrée entre la réduction des émissions et l'absorption de carbone. La prochaine phase de la politique climatique de l'UE devrait se concentrer sur les investissements, la création d'une économie solide, le renforcement de la sécurité énergétique et la création d'emplois de qualité. La réalisation de l'objectif de 55 % de réduction des émissions à l'horizon 2030 et la mise en œuvre de la législation «Ajustement à l'objectif 55» sont essentielles à cet effet.

Le CESE envisage que le secteur de la production d'électricité devienne sans carbone d'ici à 2040, suivi par le chauffage et le refroidissement. Une énergie propre et abordable est essentielle à la décarbonation de l'industrie, des bâtiments et des transports.

Le CESE a également proposé de fixer un objectif de réduction des émissions pour le secteur agroalimentaire, élaboré dans le cadre d'un dialogue avec les agriculteurs et les parties prenantes afin de garantir la sécurité alimentaire, et tenant compte de la diversité des conditions naturelles dans l'ensemble de l'UE.

Le soutien du public et l'engagement des parties prenantes sont essentiels pour atteindre l'objectif fixé pour 2040. Le CESE plaide dès lors pour que la définition des objectifs et l'élaboration des politiques donne lieu à un vaste dialogue, notamment avec les partenaires sociaux, la société civile et les citoyens.

Enfin, dans le cadre de l'élaboration par l'UE de sa proposition législative en vue de la réalisation de l'objectif à l'horizon 2040, le CESE souligne la nécessité d'un contrôle de la compétitivité exhaustif par rapport aux autres grandes économies afin de maintenir la compétitivité mondiale et la base industrielle de l'Europe, tout en respectant des normes environnementales et sociales élevées. (ks)



[L'élargissement de l'Union européenne, un élan à préserver: la société civile préconise d'apporter les bienfaits de l'adhésion aux Balkans occidentaux grâce à une intégration progressive](#)

Vingt ans après l'adhésion de la Slovaquie à l'Union européenne, le Comité économique et social européen (CESE) a réuni des responsables politiques et des

figures dirigeantes de la société civile à Ljubljana pour célébrer cet anniversaire symbolique et, à cette occasion, a mis l'accent sur les bienfaits capitaux qui ont découlé de l'adhésion et réaffirmé par la même occasion que c'est au sein de l'Union européenne que se situe l'avenir de la région des Balkans occidentaux.

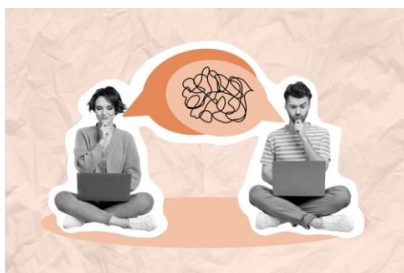
Organisée par le CESE en étroite coopération avec la Commission européenne et la fondation Open society pour les Balkans occidentaux, la conférence «[L'élargissement de l'Union européenne, une réussite exemplaire à prolonger en offrant à l'avance aux Balkans occidentaux les bienfaits de l'adhésion](#)» a mis en lumière les réformes qui sont nécessaires pour que la région progresse sur la voie de l'adhésion, y compris pour ce qui est de respecter les valeurs fondamentales de l'Union européenne.

À la tribune de la conférence, le président **Oliver Röpke** a été rejoint par les ministres slovènes des affaires étrangères, **Tanja Fajon**, et du travail, **Luka Mesic**, ainsi que par la secrétaire générale du Conseil de coopération régionale, **Majlinda Bregu**.

Comme l'a souligné le président du CESE, **Oliver Röpke**, «la place des Balkans occidentaux se situe au sein de l'Union européenne et tant qu'ils ne l'auront pas intégrée, la famille que nous formons restera incomplète. Soyez assurés que le CESE continuera à jouer le rôle qui est le sien, en organisant, en septembre prochain, un "sommet de la société civile pour l'élargissement"».

Tanja Fajon, ministre slovène des affaires étrangères, a déclaré: «J'ai la conviction que dans la situation géopolitique actuelle, jamais nous n'avons eu autant besoin les uns des autres. Dans ce processus, il est nécessaire pour nous que la société civile fasse pression sur le monde politique et les gouvernements, afin qu'ils empruntent le chemin d'un rapprochement avec l'Union.»

Le ministre slovène du travail, de la famille, des affaires sociales et de l'égalité des chances, **Luka Mesec**, a déclaré pour sa part: «La Slovénie et les États des Balkans occidentaux partagent une longue histoire commune. Parce que l'Union européenne constitue notre maison commune, je m'emploierai à aider les pays des Balkans à y accéder, tout comme le gouvernement auquel j'appartiens.» (mt)



[Le CESE lance un programme d'échanges avec les conseils économiques et sociaux nationaux de toute l'Union](#)

Le CESE a lancé un nouveau programme en vue de développer ses relations avec la communauté des conseils économiques et sociaux (CES) nationaux. Cette initiative vise à encourager des échanges plus réguliers sur des thèmes prioritaires, sur les avis et rapports programmés et sur les bonnes pratiques.

Le premier de ces échanges a eu lieu en mars dernier en France: **Katrīna Leitāne, la présidente du groupe sur les jeunes du CESE**, a effectué une visite de deux jours au Conseil économique, social et environnemental (CESE) de France pour y débattre des politiques en faveur de la jeunesse. Sur quoi ce débat a-t-il débouché? Sur de nouvelles idées en vue de promouvoir le programme en faveur de la jeunesse aux niveaux européen et national, d'intégrer les attentes des jeunes dans toutes les activités du CESE et de rencontrer de nouveaux collègues travaillant sur le même sujet dans un État membre.

Dans cette [vidéo](#), Katrīna Leitāne partage ses impressions sur sa visite de travail et les échanges fructueux qu'elle a eus avec le CESE de France.

Pour en savoir plus sur le programme d'échanges, consultez notre page web [ici](#).

Pour toute information, n'hésitez pas à contacter l'unité «Relations avec les conseils économiques et sociaux nationaux et la société civile (CSS)» du CESE (EESC-ESCS-relations@eesc.europa.eu).

NOUVELLES DES GROUPES



Élections européennes 2024: les résultats sont connus, l'heure est maintenant à la relance d'un programme stratégique paré pour l'avenir

Par Stefano Mallia, président du groupe des employeurs du Comité économique et social européen

Alors que la poussière retombe après les élections européennes, il est clair que nous sommes pris dans de fortes turbulences. La victoire des conservateurs a endigué le raz-de-marée de l'extrême droite. Pourtant, même si le centre droit a maintenu sa position, nous ne pouvons ignorer que la droite dure aura davantage de pouvoir au sein du nouveau Parlement européen, ce qui compliquera le vote sur des questions clés. Nous en avons déjà eu un avant-goût l'année dernière, lorsque le PPE a échoué de peu à rassembler une majorité de blocage de droite pour torpiller un projet de législation sur la restauration de la nature.

Ce qui compte surtout pour les entreprises, c'est de faire progresser la politique industrielle et la sécurité économique, en particulier en ce qui concerne la technologie, les matières premières critiques, les semi-conducteurs, les véhicules électriques, la résilience économique et la compétitivité globale. Il est essentiel de renforcer le marché unique et de stimuler les investissements privés grâce à une véritable union des marchés des capitaux. Le nouveau Parlement sera-t-il à la hauteur de cette tâche?

Nous n'avons d'autre choix que d'entrer en concurrence avec des puissances mondiales telles que la Chine et les États-Unis.

En 2008, la zone euro et les États-Unis affichaient des produits intérieurs bruts (PIB) équivalents en prix courants, de respectivement 14 200 et 14 800 milliards de dollars (soit 13 100 et 13 600 milliards d'euros). Quinze ans plus tard, le PIB de la zone euro dépasse à peine 15 000 milliards de dollars, tandis que celui des États-Unis a grimpé en flèche pour atteindre aujourd'hui 26 900 milliards de dollars. Si les cinq plus grandes économies européennes — l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Espagne — avaient affiché un taux de croissance de la productivité identique à celui des États-Unis entre 1997 et 2022, leur PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat serait en moyenne supérieur de près de 13 000 dollars (soit

12 000 euros). Ces chiffres ne sont pas anodins.

L'excédent commercial enregistré par l'Union pendant des années a empêché beaucoup d'observateurs de voir que notre compétitivité était menacée. Nous avions foi en des conditions de concurrence équitables au niveau mondial et en un ordre international fondé sur des règles, et nous attendions des autres acteurs qu'ils les respectent aussi. Mais le monde actuel évolue rapidement, et l'Union doit faire mieux, et enfin tenir compte de tous les signaux d'alerte qu'elle a jusqu'à présent ignorés. Espérons que ce Parlement sera à la hauteur et ne se contentera pas de mener une politique partisane!



Préparer les comités d'entreprise européens pour l'avenir: pourquoi il faut réviser la directive

par le groupe des travailleurs du CESE

L'on dénombre actuellement plus de 1 200 comités d'entreprise européens (CEE) dans les grandes entreprises multinationales. Ces organes constituent un outil important pour garantir la démocratie sur le lieu de travail, car ils ont le droit de recevoir des informations sur les questions transnationales de la part de la direction centrale de l'entreprise, et de donner leur avis. Ces questions englobent notamment la situation économique et financière et les évolutions probables en matière d'emploi, d'investissements ou de nouvelles méthodes de travail. Les CEE n'ont pas le droit de négocier des accords.

Étant donné que les décisions des entreprises sont prises principalement au siège mais sont mises en œuvre dans l'ensemble des filiales, l'importance de ces organes ne cesse de croître. Les CEE aident les représentants des travailleurs à mieux comprendre les décisions de l'entreprise. Dans le même temps, une information et une consultation adéquates peuvent aider la direction à élaborer ses décisions de manière à ce qu'elles puissent être appliquées harmonieusement dans tous les pays.

Toutefois, les données recueillies révèlent que l'actuelle directive sur les CEE (qui remonte à 2009) et sa mise en œuvre présentent de graves lacunes. L'une des plus importantes est que de nombreux CEE n'ont pas la possibilité de saisir les tribunaux en cas de violation de leurs droits. Une analyse des procédures et décisions judiciaires passées montre qu'il existe des incertitudes juridiques, notamment en ce qui concerne les définitions des termes «information», «consultation», «transnationale» et «confidentialité», ainsi que le droit des CEE de faire appel à des experts (par exemple, une assistance juridique ou des représentants syndicaux). En outre, plusieurs règlements obsolètes doivent être adaptés à la situation actuelle au niveau mondial.

Les entreprises et leurs travailleurs font face à des défis multiples: numérisation, mesures de lutte contre le changement climatique, démographie, compétences. Ces changements peuvent avoir des effets perturbateurs et nuire à la compétitivité d'une entreprise, ainsi qu'à la sécurité sociale et à la productivité des travailleurs. Les recherches scientifiques prouvent que l'efficacité de l'information et de la consultation ainsi que les droits de participation des travailleurs renforcent la durabilité des décisions des entreprises et leur compétitivité, ce qui laisse penser que les CEE ont un rôle crucial à jouer dans la mise en œuvre d'une transition juste.

Il est dès lors nécessaire de réviser la directive pour garantir la sécurité juridique et le bon fonctionnement des CEE. Une mise en œuvre rapide et harmonieuse de la directive révisée devrait permettre de remédier aux lacunes existantes et de préparer les CEE pour l'avenir. L'[avis du CESE](#) évalue la proposition de la Commission et présente aux législateurs un certain nombre de propositions concrètes pour améliorer encore la directive.



La santé doit rester une priorité clé lors de la nouvelle législature

Par le groupe des organisations de la société civile

Les professionnels de la santé et les représentants de la société civile appellent les décideurs politiques à introduire un «bilan de santé» pour toutes les politiques futures. Leur revendication: le «droit à la santé» doit rester au premier rang des priorités de l'UE et des États membres au cours de la nouvelle législature, comme l'ont demandé les Européens lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe.

Les mesures sanitaires nationales et européennes doivent être mieux coordonnées et alignées, afin de construire un secteur de la santé plus durable qui soit résilient aux chocs futurs et qui garantisse à chacun l'égalité d'accès à des soins de santé de qualité.

L'investissement, la prévention, les innovations technologiques et l'éducation sanitaire dès le plus jeune âge devraient jouer un rôle clé à cet égard, selon la conférence sur «[L'état de la santé dans l'Union européenne](#)» qui s'est tenue le 4 juin à Liège. L'événement était organisé par le [groupe des organisations de la société civile du CESE](#), en collaboration avec le CHU de Liège et l'Hôpital de la Citadelle, dans le cadre de la présidence belge du Conseil de l'UE.

«Au cours de la prochaine législature 2024-2029, la santé doit rester une priorité stratégique clé pour la nouvelle Commission européenne, le nouveau Parlement européen et le Conseil», a déclaré **Séamus Boland**, président du groupe des organisations de la société civile. Les institutions européennes devraient adopter l'approche «Une seule santé», qui favorise les liens entre la politique de santé et l'évolution démographique, les transitions numérique et écologique, la sécurité économique et la politique industrielle.

M. Boland a souligné que la politique de santé ne peut fonctionner correctement que si elle est accompagnée de services sociaux et de politiques sociales publiques accessibles, adéquats et de qualité et si elle est dotée d'un nombre suffisant de professionnels de santé bien formés. Réitérant la nécessité d'une implication directe et d'une responsabilité dans le domaine des soins de santé pour les organisations de la société civile (OSC), telles que les associations de patients, il a déclaré: «L'adoption et le succès des initiatives et programmes européens de santé reposent sur un dialogue transparent, régulier et structuré avec les OSC. Leur capacité à mener à bien ce travail dépend quant à elle de l'obtention d'un financement durable et prévisible.»

La conférence a abordé plusieurs aspects fondamentaux pour une union européenne de la santé renforcée:

- l'engagement en faveur de l'approche «Une seule santé»;
- les innovations numériques et leur impact sur la santé;
- la soutenabilité et la pérennité des systèmes de santé au moyen d'investissements sociaux; et
- la lutte mondiale contre les inégalités en matière de santé à travers le prisme de la solidarité européenne: l'exemple des maladies rares.

Les conclusions et recommandations de la conférence seront publiées sur la [page web de l'événement](#).

Vous trouverez de plus amples informations sur la conférence dans notre [communiqué de presse](#).

GROS PLAN SUR LES JEUNES



En France, comment le Rassemblement national capitalise sur le vote des jeunes

Par Christophe Préault, Directeur de la rédaction de Touteurope.eu

Lors des élections européennes de 2024, le parti d'extrême droite français Rassemblement national a balayé les sondages, obtenant le meilleur résultat de son histoire. Il a également obtenu plus d'un tiers des voix des moins de 35 ans. Notre invité spécial Christophe Préault, rédacteur en chef de Toute l'Europe, analyse le succès du Rassemblement national et de son leader Jordan Bardella, originaire de la banlieue parisienne, âgé de 28 ans seulement et omniprésent sur TikTok.

Lors des élections européennes de juin 2024, le Rassemblement national (RN) a réalisé un score inédit dans son histoire, en séduisant près d'un tiers des électeurs (31,4 %). Le parti d'extrême droite arrive en tête dans presque toutes les catégories d'âge et socioprofessionnelles et rebat ainsi les cartes électorales. C'est particulièrement vrai chez les jeunes, où la liste de Jordan Bardella a attiré 32 % des votes des 25-34 ans et gagné plus de 10 points (26 %) sur la tranche 18-24 ans par rapport aux élections européennes de 2019.

Plusieurs facteurs expliquent cet attrait des jeunes pour le RN. Il faut d'abord évoquer la personnalité de Jordan Bardella, tête de liste pour les élections européennes et président du parti, qui tranche avec la politique traditionnelle. Pour les jeunes, il parle vrai, il est droit et apparaît sincère dans un contexte de défiance à l'égard du monde politique. Sa trajectoire personnelle suscite aussi un élan d'identification: il est un enfant de la classe moyenne, qui a grandi en banlieue parisienne (Seine-Saint-Denis), n'a pas fait de grande école et n'a pas de diplôme universitaire, ayant seulement son baccalauréat en poche. C'est ainsi qu'il séduit cette jeunesse plus populaire qui se pose des questions sur son avenir et se sent délaissée, voire oubliée.

S'il séduit si bien les 18-34 ans, c'est aussi parce que Jordan Bardella est jeune! À 28 ans, il connaît parfaitement les codes de cette génération et sait en jouer. Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'en 2017, c'est Emmanuel Macron qui illustre cette jeunesse triomphante, mais dans une autre strate de la société.

Le RN capitalise ainsi sur la personnalité de son leader et sur une image largement cultivée à travers les réseaux sociaux. Jordan Bardella est omniprésent sur TikTok, qui tient un rôle important dans sa stratégie électorale, à une période où les jeunes ne s'informent plus via les réseaux médiatiques classiques. Sa popularité y est grandissante (1,6 million d'abonnés). Il n'y parle pas de réforme des traités européens, de l'Ukraine ou du pacte vert, non, il met surtout en scène sa vie quotidienne, souhaite la fête des mères, se filme dans son bureau et lors de ses divers déplacements... Il surfe sur les tendances en parlant des sujets du moment. Il lance même des défis aux *gamers*, ces jeunes (et moins jeunes) passionnés de jeux vidéo.

La distance grandissante qui s'installe entre les nouvelles générations et le monde politique traditionnel renforce son image, son positionnement et le discours populiste, alors que les préoccupations des électeurs ont dérivé depuis les élections européennes de 2019. La lutte de la jeunesse pour les questions environnementales en 2019 a glissé vers d'autres sujets, tout aussi touchants, mais ancrés dans le quotidien. C'est aujourd'hui l'insécurité (reliée à l'immigration) et le pouvoir d'achat qui préoccupent. Le parti d'extrême droite s'impose en se nourrissant de cette colère, en capitalisant sur le sentiment d'une génération qui s'estime lésée. La classe politique, dans son ensemble, n'a pas suffisamment tenu compte des conséquences de la crise de la COVID en 2020. La pandémie de COVID-19 a cruellement révélé et aggravé les inégalités qui existaient déjà pour les jeunes français et européens sur le marché du travail, mais également dans l'accès à l'éducation, avec une difficulté accrue à poursuivre ses études, ou simplement à suivre une formation à un moment où le tout numérique s'est imposé comme la solution!

Ainsi, plutôt que de se préoccuper du RN, il faut d'abord s'intéresser aux électeurs du RN et particulièrement à la jeunesse des classes moyennes. Il faut lui apporter des réponses claires, concrètes, en phase avec ses inquiétudes: la violence grandissante dans la société, le retrait des services publics dans les zones rurales, les difficultés à trouver un emploi ou à suivre la bonne formation et le sentiment d'une immigration non maîtrisée. Pour les partis politiques traditionnels, c'est alors descendre d'un cran et se préoccuper de ceux qui passent régulièrement sous les radars, qui n'intéressent pas, car ils sont peu politisés et engagés. Dans ce combat, il faut l'avouer, l'Union européenne est peu visible, malgré de nombreux programmes dédiés à la jeunesse, à l'éducation, à l'aide à l'emploi et à la lutte contre la précarité. Sans doute qu'Erasmus, en favorisant la mobilité et les expériences pour une population plus diversifiée (apprentis, sans emploi...), constitue un début de réponse, mais c'est évidemment trop peu aujourd'hui. Apporter une solution, c'est aussi se poser **LA** bonne question concernant la gestion des migrations, sujet central et clivant de nos sociétés européennes. Un sujet toujours débattu, malgré l'adoption récente du pacte européen sur la migration et l'asile.

Christophe Préault est journaliste, directeur de la rédaction de *Touteurope.eu*, site d'information pédagogique sur le fonctionnement et les politiques de l'Union européenne. Il a une longue expérience du traitement de l'actualité, notamment européenne et économique. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux et du cycle des hautes études européennes de l'ENA (École nationale d'administration), il anime aujourd'hui la rédaction de *touteurope.eu*, et intervient régulièrement dans la modération de débats et conférences sur les sujets européens.



Comment garder le contact avec la génération TikTok?

par Rieke Smit, rédactrice chez Social News Daily/#UseTheNews

Rieke Smit, notre invitée spéciale, est une jeune journaliste qui travaille pour #UseTheNews, un projet lancé par l'agence de presse allemande DPA, qui est axé sur la consommation d'informations par les jeunes de la génération Z et qui s'efforce d'améliorer leur éducation aux médias. Alors qu'il ressort des statistiques que moins d'un tiers des jeunes âgés de 18 à 24 ans s'intéressent aux actualités et que 23 % d'entre eux s'informent exclusivement sur TikTok, Rieke nous explique comment atteindre la génération Z non seulement sur TikTok, mais aussi sur d'autres plateformes de médias sociaux, afin de la sensibiliser à des informations importantes qui ont une incidence directe sur son quotidien.

Nous sommes en train de perdre toute une génération, du moins en apparence. Nous n'arrivons plus à communiquer l'actualité à la génération Z, ou «gen Z»: moins d'un tiers des jeunes âgés de 18 à 24 ans s'y intéressent et chez les moins de 18 ans, ce manque d'intérêt est encore plus important.

Ce phénomène en général n'est pas nouveau. Tout le monde a désormais entendu parler de la «fatigue informationnelle» ou de «l'évitement de l'information». À ces facteurs s'ajoute l'importance croissante que prennent, en particulier parmi les jeunes, les influenceurs et les plateformes qui proposent de courtes vidéos, comme le confirme le dernier [rapport sur l'information numérique](#) de l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme.

Les jeunes consomment de moins en moins d'informations parce qu'ils peinent à trouver des contenus dignes de confiance sur des plateformes comme TikTok, mais aussi parce qu'ils ne comprennent pas ce que l'actualité a à voir avec leur vie. Ce point a été évoqué par une jeune fille de 16 ans dans l'une des études de #UseTheNews, qui met cette tendance alarmante en perspective. La question principale est: que pouvons-nous faire pour atteindre la génération TikTok?

Tout d'abord, et nous n'avons pas le choix, nous devons être sur les mêmes plateformes qu'elle et y proposer des actualités, des points de vue et des informations générales. Ensuite, nous devons expliquer aux jeunes pourquoi être informés est si important pour eux. Ce faisant, nous renforçons aussi mine de rien leur éducation aux médias.

Tel est notamment l'objectif de l'initiative [#UseTheNews](#) et de l'équipe éditoriale de [Social News Daily](#) (SDN), qui a proclamé 2024 «Année de l'actualité» pour renforcer la société et la démocratie en améliorant la culture de l'information, en particulier chez les adolescents et les jeunes adultes.

Social News Daily aborde cette question au moyen d'informations publiées sur TikTok, Instagram et YouTube. Des informations sur les médias sociaux? Comment est-ce que cela fonctionne? En utilisant les méthodes que les créateurs ont comprises bien avant nous: on peut se maquiller, cuisiner ou aller se promener tout en continuant à parler de choses sérieuses. C'est exactement ce que nous faisons chez SND, mais avec l'actualité.

S'adapter aux habitudes de visionnage des jeunes: c'est ce que nous tentons de faire en résumant des sujets de grande ampleur pour en faire des vidéos de 40 secondes et en expliquant pourquoi ils sont importants pour un jeune qui a 16 ans aujourd'hui.

Par ailleurs, nous utilisons le «piège à clics», tout en tenant compte des normes journalistiques. Pourquoi? Parce que sur TikTok, vous ne disposez que de deux secondes pour capter l'attention. Si votre vidéo n'éveille aucun intérêt dans ce laps de temps très court, personne ne la regardera. Nous commençons donc directement la vidéo par une question provocatrice ou un fait inhabituel afin d'attirer l'attention avec un piège à clics et nous donnons la réponse à la fin de la vidéo. Les jeunes regardent alors la vidéo jusqu'au bout et consomment par la même occasion du contenu journalistique. Et c'est tout?

Est-ce suffisant d'être un organe de presse sur les médias sociaux? La réponse courte est «non». Il faut créer davantage de points d'interaction entre les jeunes et les journalistes si on veut renforcer la confiance dans les médias et rendre le journalisme transparent. Par exemple, il faut encourager les enseignants à promouvoir les compétences aux médias à l'école ou intensifier les contacts entre les classes et les bureaux de rédaction, comme nous le faisons avec nos «projets modèles» et les «Newscamps» du projet #UseTheNews.

Nous devons être là où se trouvent les jeunes, c'est-à-dire dans les écoles, dans les festivals et sur les médias sociaux, pour pouvoir parler avec eux des fausses informations, des médias et de leur signification. C'est la seule manière de pouvoir à nouveau atteindre la Gen Z avec l'actualité.

TikTok: <https://www.tiktok.com/@social.news.daily>

UsetheNews Kanal: <https://www.instagram.com/usethenews2024/?hl=de>

En tant que rédactrice de service, Rieke s'occupe du travail éditorial quotidien de Social News Daily (SND). Depuis 2021, elle est membre de l'équipe du projet #UseTheNews, où elle a occupé différentes fonctions. Elle est actuellement responsable de la planification, de la coordination et de l'approbation des contributions de SND. Après avoir obtenu une licence et un master axés sur le journalisme et l'aide humanitaire, elle a effectué un stage à la rédaction centrale du groupe FUNKE.

#UseTheNews (UTN) est une initiative de l'agence de presse allemande DPA, qui explore les compétences médiatiques des jeunes. Avec l'aide de l'Institut Leibniz pour la recherche sur les médias, des formats d'information innovants sont élaborés au sein d'un laboratoire axé sur l'éducation à l'information et d'un espace consacré à l'information sur les médias sociaux. Parallèlement, le projet UTN propose des ateliers destinés aux enseignants et leur fournit du matériel. Le projet est soutenu par de nombreux partenaires issus de la sphère des médias, de l'éducation et de la recherche, et son conseil d'administration est composé de personnalités connues du monde politique et des médias.



Pouvez-vous vous permettre de travailler gratuitement?

Par Cláudia Pinto, Forum européen de la jeunesse

Le Forum européen de la jeunesse, la plus grande plateforme d'organisations de jeunesse en Europe, qui plaide en faveur de stages de qualité depuis dix ans, se joint à l'appel du CESE visant à interdire les stages non rémunérés. Notre invitée spéciale, Cláudia Pinto, analyse pour nous la dernière proposition de la Commission visant à améliorer la qualité des stages dans l'UE. Bien que la considérant comme un grand pas en avant, elle ne dresse pas moins la liste de ses lacunes.

Aujourd'hui, la recherche d'un emploi pour les jeunes se résume souvent à une série de stages non rémunérés successifs. La promesse qui leur est faite? Celle que les stages non rémunérés sont une porte d'entrée sur le marché du travail, du fait qu'ils offrent aux jeunes un accès aux réseaux, ainsi que de nouvelles expériences d'apprentissage.

Ce qu'un stage non rémunéré n'assure manifestement pas, c'est l'indépendance financière. Comment achetez-vous de la nourriture? Comment payez-vous le loyer et toutes les factures qui s'accumulent lorsque vous travaillez gratuitement?

Les stages non rémunérés constituent une forme d'exploitation des jeunes sur le marché du travail. Ils renforcent l'exclusion sociale: travailler gratuitement n'est en effet possible que pour ceux qui peuvent se le permettre, ce qui exclut d'emblée les jeunes issus de milieux défavorisés. De plus, du fait qu'ils remplacent les emplois du bas de l'échelle, ces stages contribuent à précariser davantage le marché du travail, ce qui aggrave encore la situation.

Cela fait dix ans que le Forum européen de la jeunesse plaide en faveur de stages de qualité. Au cours des deux dernières années, nous avons mené activement la campagne [«Pouvez-vous vous permettre de travailler gratuitement?»](#), qui demande l'adoption d'une directive interdisant les stages non rémunérés sur le marché du travail dans tous les États membres de l'UE.

La Commission européenne a finalement publié, en mars dernier, sa [proposition visant à améliorer la qualité des stages](#) dans l'Union européenne, qui prévoit l'adoption d'une directive. Il s'agit d'un pas important dans la bonne direction, qui n'a été possible que grâce au plaidoyer porté sans relâche par les jeunes sur l'ensemble du continent. Malheureusement, malgré cette avancée, la directive ne garantit pas clairement l'existence de stages rémunérés sur le marché du travail.

La principale préoccupation du Forum européen de la jeunesse en ce qui concerne le texte proposé est qu'il ne s'attaque qu'à une partie du problème. En effet, il n'aborde que la question des faux stages, à savoir de vrais emplois déguisés en stages dans le but d'abaisser le niveau des conditions de travail, notamment la rémunération, au lieu de se concentrer sur l'ensemble des stages proposés sur le marché du travail. Ce que propose la Commission européenne, c'est une directive d'exécution, ce qui fait peser une forte pression sur les inspections du travail, déjà sous-financées et surchargées.

Pour cette raison, la mise en œuvre concrète de la directive et la manière dont les droits des jeunes pourront être garantis dans la pratique inquiètent fortement le Forum européen de la jeunesse. En substance, la proposition n'accorde pas de droits aux stagiaires, mais définit plutôt ce que les stages ne devraient pas être. Elle prévoit notamment un principe de non-discrimination des stagiaires. Toutefois, le

Forum européen de la jeunesse s'inquiète de la manière dont les États membres pourraient transposer cette directive dans leur droit national, laissant éventuellement une marge de manœuvre aux employeurs pour continuer à exploiter les jeunes.

Parallèlement à une proposition de directive, la Commission européenne a également proposé une nouvelle recommandation du Conseil visant à mettre à jour le cadre de qualité pour les stages, en élargissant son champ d'application à tous les types de stages et en incluant des principes relatifs à l'accès à la rémunération et à la protection sociale. Si l'on peut se réjouir de lire ces principes dans une proposition, on ne peut que déplorer le fait que la recommandation du Conseil ne soit pas contraignante.

Le Forum européen de la jeunesse continuera de défendre les droits des jeunes et de lutter pour des conditions de travail équitables. Nous demandons au Conseil européen et au Parlement européen de renforcer le texte et de veiller à ce qu'il n'y ait pas de failles susceptibles de permettre la poursuite de l'exploitation des jeunes. Pour connaître tous les détails de la proposition, lisez notre article [«Two Steps Forward One Step Back»](#) (Deux pas en avant, un pas en arrière).

Cláudia Pinto dirige les activités de sensibilisation du Forum européen de la jeunesse sur la transition des jeunes de l'éducation au marché du travail, en mettant l'accent sur les politiques visant à améliorer la qualité des stages en Europe. Forte de son expertise en matière de politique sociale et de travail européenne, elle a notamment travaillé pour la Confédération européenne des syndicats indépendants.

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Daniela Vincenti (dv)
Dimitra Panagiotou (dp)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanias (mg)
Margarida Reis (mr)
Millie Tsoumani (mt)
Pablo Ribera Paya (prp)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Adresse

European Economic and Social Committee
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tel. (+32 2) 546.94.76
Email: eescinfo@eesc.europa.eu

EESC info is published nine times a year during EESC plenary sessions. EESC info is available in 24 languages
EESC info is not an official record of the EESC's proceedings; for this, please refer to the Official Journal of the European Union or to the Committee's other publications.
Reproduction permitted if EESC info is mentioned as the source and a link is sent to the editor.

06/2024